



TCL

Lundi 30 octobre 2023

À Gaza, c'est l'humanité qu'on assassine

Depuis le week-end dernier, l'armée israélienne a franchi un cap dans la barbarie et mène désormais ses incursions militaires terrestres dans la bande de Gaza, tout en amplifiant les bombardements. Les habitations ne sont plus que ruines et des milliers de civils sont morts ou sous les décombres. Les frappes ont touché des villes bien plus au sud, là où, avec un énorme cynisme, les responsables de l'armée israélienne ont ordonné à la population d'aller se réfugier. Car les dirigeants israéliens ne combattent pas seulement le Hamas. Ils veulent terroriser toute la population palestinienne pour, si leur guerre réussit à abattre le Hamas, tuer dans l'œuf toute velléité de s'organiser par elle-même. Comme tous les dirigeants impérialistes, ils prétendent attaquer des régimes, mais c'est la population qu'ils massacrent.

L'impérialisme, complice des crimes de guerre de l'État israélien

Après 24 heures de ces frappes massives sur Gaza, le Premier ministre Netanyahu a déclaré : « Nous ne sommes qu'au début de l'opération. » Et il a aussitôt mis en avant le soutien international dont il bénéficie, citant notamment les gouvernements américain, français, britannique et allemand.

Le carnage perpétré à Gaza se fait en effet avec leur bénédiction : Macron comme Biden ont aussi du sang sur les mains et se font les fidèles alliés de ce qui rentre dans une logique de nettoyage ethnique.

Un mouvement de solidarité internationale que Darmanin veut étouffer en France

Samedi 28 octobre, la manifestation prévue à Paris a de nouveau été interdite par la préfecture sous prétexte d'apologie du terrorisme ou d'antisémitisme. Mais la solidarité avec les Palestiniens, dont beaucoup ont vécu dans leur chair la dictature du Hamas, n'est pas un soutien à ce pouvoir. De même que la dénonciation de la politique coloniale sioniste n'est pas de l'antisémitisme. Des milliers de travailleurs, jeunes, familles, sont descendus à nouveau dans la rue partout en France ce week-end. Malgré les amendes, la nasse des manifestants à Paris ou encore les heures de garde-à-vue de la représentante de l'Association France-Palestine à Nîmes, Nicole Ziani. Ils ont mêlé leurs voix à toutes celles qui, de Londres à New-York en passant par la Nouvelle-Zé-

lande, la Turquie ou l'Indonésie, ont exprimé leur indignation et leur rage face au massacre perpétré à Gaza. En Israël aussi, des voix s'élèvent pour dénoncer la politique va-t-en-guerre du gouvernement qui voudrait faire oublier la contestation massive dont il a été la cible pendant des mois.

Se regrouper, se mobiliser contre le massacre à Gaza, contre la colonisation !

Le peuple de Palestine ne trouvera son salut ni grâce aux puissances impérialistes, ni à travers des organisations comme le Hamas qui n'a en rien fait la démonstration d'un projet émancipateur depuis qu'il dirige la bande de Gaza, bien au contraire ! Une grosse partie de la population palestinienne fait partie de la classe ouvrière. Son sort résonne à cette heure dans le cœur des travailleurs d'Algérie, du Liban, comme ici en France. Cette lutte pour faire cesser les bombardements et l'incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza va de pair avec le combat anticolonialiste contre l'État d'Israël.

Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut nous organiser pour construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu là-bas et la politique guerrière et antisociale des gouvernements des États impérialistes qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, et à nouveau à Paris samedi 4 novembre, nous serons nombreux et nombreuses à manifester notre soutien au peuple palestinien ! **Halte au massacre à Gaza ! On ne nous empêchera pas d'exprimer notre solidarité internationale de travailleuses et travailleurs !**



Docteur ès profits

Dans un courrier recommandé adressé aux collègues en AT ainsi que dans une note interne, la direction nous informe que des contrôles médicaux seront effectués au domicile de ces malades pour vérifier le « bien-fondé » de leurs arrêts et de leur durée. En cas « d'arrêt non-justifié, d'absence, d'adresse incomplète ou erronée », plus de complément de salaire !

Qui peut croire que ces médecins mandatés par Keolis seront suffisamment infaillibles et intègres pour ne jamais se tromper ou abuser de leur pouvoir au bénéfice de leur mandataire ? Keolis, bien sûr, pourtant d'habitude si prompt à considérer les médecins comme de vils complices de salariés qui « abusent » du système.

Qu'on ne s'y trompe pas, la seule santé qui compte pour ces gens, c'est celle de leurs profits ! Quant à « l'amélioration des conditions de travail » mentionnée au début de la note, on la cherche encore.

Panne du métro B le jour de l'inauguration de son extension

No comment. Fiers d'être aux TCL.

Ceci est un hold-up !

À Sète, la justice saisie par des syndicats, a estimé que le temps passé à surveiller la caisse était du temps de travail et a sommé Keolis de verser une prime compensatoire de 50€ brut par mois.

C'est la moindre des choses dans la mesure où Keolis nous tient pour responsable de ce qui arrive à cette caisse, même pendant une coupure ou entre deux journées de travail, à moins que l'on ne puisse prouver, hématomes à l'appui, un vol avec violences.

En réalité, on serait mieux sans cette caisse, soit en donnant le temps et les moyens aux conducteurs de partir du travail sans elle, soit, plus simplement encore, en rendant les transports gratuits comme dans de nombreuses agglomérations. Quant à ce qui nous manque, c'est bien plus que 50€, et pas besoin de se trimballer une caisse pour les revendiquer !

La seule frontière est de classe

Les collègues des transports urbains d'Annemasse et de Thonon ont fait grève il y a dix jours. Ceux de Saint-Julien-en-Genevois seront en grève ce vendredi. Ces conducteurs roulent entre la France et la Suisse, sur des lignes exploitées à la fois par des filiales de la RATP et par les Transports publics genevois dont les directions, indépendamment de leur nationalité, parlent la même langue, celle du profit et de l'exploitation.

Les conducteurs touchent un salaire aux conditions françaises, plutôt bas, et une prime suisse, dont le montant dépend de ce qu'il roule du côté helvète de la frontière. Et comme, avec l'arrivée du tram dans quelques années, leur prime suisse va fondre comme un

bout de gruyère, ils demandent une l'augmentation de leurs salaires de plus de 400€ brut.

La démarche de ces conducteurs de coordonner leur lutte entre trois entreprises est un exemple à suivre !

Israël : des pacifistes visés par les autorités

Le gouvernement Netanyahu profite de la guerre pour durcir la législation répressive. Le ministre des Communications a annoncé mettre la dernière main à un décret qui lui permettra d'ordonner aux forces de police d'arrêter des citoyens, de les emprisonner et de saisir leurs biens s'il les soupçonne « de porter atteinte au moral national ou de répandre des informations pouvant servir à la propagande de l'ennemi ». Des motifs suffisamment vagues pour impliquer qui-conque met en cause la guerre actuelle, la colonisation ou la réforme de la justice voulue par Netanyahu.

Et ça n'a pas tardé. Des militants d'une association qui rassemble Juifs et Arabes pour la paix et l'égalité ont été arrêtés à Jérusalem. Leur tort : avoir placardé des affiches, en arabe et en hébreu, sur lesquelles on pouvait lire : « Juifs et Arabes – Nous nous en sortons ensemble ». Le coordinateur national de l'association a déclaré à ce propos : « Cela montre à quel point les autorités cherchent à délégitimer les voix anti-guerre, anti-occupation et antiracistes. Au-jour d'hui, l'escalade de la violence est orchestrée par le gouvernement. Il existe un climat pesant dans la société, qui n'accepte aucune critique. »

Le même jour, un député communiste juif a été exclu du Parlement israélien pour quarante-cinq jours pour ses propos contre la guerre qualifiés de « déclarations anti-israéliennes ».

Guadeloupe : à la vôtre !

Depuis les dernières intempéries, l'eau du robinet n'est souvent plus potable en Guadeloupe. En effet, les stations d'épuration sont largement insuffisantes et, de plus, souvent mal entretenues. Les habitants sont obligés d'acheter de l'eau minérale, ce qui grève le budget des plus modestes. Mais le ministre des Outremer, Philippe Vigier, a une solution : « Vous faites couler l'eau, vous la faites chauffer et après vous la mettez au frigo. » Une morgue et un mépris bien dignes d'un bourgeois envers les pauvres et d'un gouvernant revenu « au temps des colonies ».

**Révolutionnaires,
toujours disponible
pour 2€ !**



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : www.nouveaupartianticapitaliste.fr | INSTAGRAM : @npanouveaupartianticapitaliste | TWITTER : @NPA_NouvParAnti Imp.Spé.NPA